

Selon la sixième édition du baromètre de KPMG et de la CGPME sur le financement et l'accès au crédit des PME

Près de la moitié des dirigeants souhaitent connaître leur notation bancaire

Pour la sixième édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé en juin 2010, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leur financement et leur accès au crédit.

Malgré une baisse des difficultés, les inquiétudes des dirigeants restent fortes

Les difficultés rencontrées par les entreprises s'avèrent un peu moins marquées qu'au trimestre précédent. En effet, 58% des dirigeants de PME sont impactés par une baisse de leur chiffre d'affaires, contre 62% en mars 2010. Les problèmes de trésorerie ou de financement sont ressentis par 28% des PME françaises (-5 points par rapport à mars 2010), mais par 42% des patrons dans les communes rurales. **En revanche, les hausses des coûts ou des prix des fournisseurs touchent désormais 46% des PME**, soit une augmentation de 11 points par rapport au trimestre dernier. Ce phénomène est particulièrement ressenti dans l'industrie (58%).

Cependant, l'inquiétude face à la crise concerne 85 % des dirigeants, soit le niveau le plus haut depuis janvier 2010 (72%), en particulier dans les communes rurales (91%). Près d'un dirigeant sur cinq (19%) se déclare même tout à fait inquiet pour l'économie française.

Les conditions d'accès au crédit restent difficiles

Plus des trois quarts (79%) des dirigeants interrogés estiment que la crise a durci les conditions d'accès aux crédits des entreprises en France.

81% des dirigeants de PME estiment être confrontés à au moins une mesure de durcissement de la part de leur(s) banque(s), contre 76% en mars 2010. Ces dernières demandent d'autres cofinancements ou des cautions dans 48% des cas (-2 points par rapport à mars), ou des garanties supplémentaires (44%, +2 points). Comme il y a trois mois, 46% des dirigeants estiment que leur banque finance à des taux élevés ou à des montants plus faibles que souhaités. Et 38% déclarent que leur banque a réduit les crédits ou les facilités de trésorerie (contre 33% en mars 2010).

En revanche, les délais d'attente trop longs pour l'obtention d'un crédit ne concernent plus que 27% des PME (contre 33% en mars 2010).

Le médiateur du crédit conforté

Plus de la moitié des dirigeants (54%) envisagent de recourir au médiateur du crédit ou à un tiers de confiance pour régler un litige avec leur banque en cas de problème de financement, au niveau le plus élevé depuis février 2009.

En parallèle, les dirigeants sont moins nombreux à évoquer le souhait de changer de banque principale ou de travailler avec plus de banques (23%, -9 points par rapport à mars). Désormais, 43% (-16 points) se déclarent prêts à examiner les conditions de banques concurrentes et 44% (-4 points) à réexaminer leurs placements, leur trésorerie ou leurs lignes de crédit.

Enfin, 47% des patrons de PME prévoient de demander plus d'informations à leurs banques, contre 58% il y a trois mois. En revanche, afin de pouvoir mieux se positionner, **près d'un dirigeant sur deux (49%) envisage de demander à sa banque la notation de son entreprise.**

Des besoins de financements toujours présents mais une autocensure forte

Les besoins de financements restent très élevés et concernent 69% des PME. Elles sont toutefois un peu moins nombreuses à présenter à la fois des besoins de financements d'exploitation (37%, -3 points) et de financements d'investissements (39%, -2 points).

Parmi les PME qui ont besoin de financer leurs investissements*, 62% (-5 points) doivent recourir à un crédit pour des remplacements. De plus, les besoins de crédits pour des investissements d'équipements, de véhicules, et informatiques sont en augmentation et atteignent 46% (+3 points).

En revanche, la proportion de PME qui se restreignent dans leurs investissements ou qui limitent les demandes auprès de leurs banques reste stable, à un niveau élevé (43%). Cette autocensure se révèle plus forte auprès des structures les plus impactées par la conjoncture, notamment dans l'industrie (51%) et les communes rurales (53%). Par ailleurs, les crédits pour des investissements d'innovation sont en baisse (15%, -4 points)*.

** question posée aux entreprises qui ont des besoins de financements d'investissements, soit 39% du panel.*

Méthodologie

- Echantillon de 402 dirigeants d'entreprises, représentatifs des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Les interviews téléphoniques du sixième baromètre ont eu lieu du 7 au 10 juin 2010.
- Les cinq précédentes éditions du baromètre ont été publiées en février, juin et septembre 2009 puis en janvier et mars 2010.

KPMG en France

Premier cabinet d'audit, d'expertise comptable et de conseil en France*, KPMG est membre de KPMG International Cooperative, réseau de cabinets nationaux indépendants, présent dans 144 pays.

Le cabinet accompagne les sociétés cotées et groupes internationaux dans le cadre de missions d'Audit et d'Advisory. Il intervient auprès des PME, du secteur public et du secteur non marchand dans les activités d'audit, d'expertise comptable et de conseil.

** Source : La Profession Comptable 2010*

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.

Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

Contacts :

KPMG

Ingrid Pinchot : 01 55 68 92 89
Email : ipinchot@kpmg.fr

CGPME

Soraya Djidel : 01 47 62 73 79
Email : communication@cgpme.fr